ART. 2. — La commission visée à l'article précédent exerce la surveillance et le contrôle de la main-d'œuvre requise dans tout le Territoire; elle statue sans frais, à la demande des intéressés, sur toutes les questions concernant les affectations et les contestations concernant les réquisitions des personnes.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 avril 1944.

J. NOUTARY.

Cacao

N° 182 AE./1 — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 avril 1944. — La campagne de cacao pour la récolte principale 1943/44 sera close le 15 avril 1944.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions administratives et des P. T. T.

Personnel

Cadre local subalterne d'agents de police

ARRETE N° 183 P. du 8 avril 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mars 1910 fixant le régime de la solde et des indemnités du personnel colonial;

Vu le décret du 23 juillet 1937, notamment l'article 5 dudit décret fixant le régime de la solde et accessoires du personnel des cadres locaux des colonies;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux accessoires du personnel rétribué sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes et actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 567 du 26 octobre 1943 fixant les soldes des fonctionnaires et agents des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté 480 du 30 août 1934 et actes modificatifs subséquents réglementant le régime des déplacements de ce personnel;

Vu l'arrêté 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel indigène modifié par l'arrêté n° 513 du 25 septembre 1943;

Vu l'arrêté n° 556 du 1er octobre 1942 fixant les conditions de perception et de répartition des services payés et vacation du service de la police et les actes modificatifs subséquents;

Le conseil d'administration entendu le 6 avril 1944;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Territoire du Togo un cadre local subalterne d'agents de Police à la disposition du Commissaire de la République, qui nomme à tous les emplois.

Les agents de police sont toujours subordonnés, quel que soit leur grade, aux inspecteurs auxiliaires.

A — Constitution du cadre

ART. 2. — L'effectif de ce cadre est fixé par le Commissaire de la République et réparti selon les nécessités du service entre la Sûreté, le Commissariat de la ville de Lomé et les Circonscriptions administratives du Territoire.

ART. 3. — Le Chef du Service de la Sûreté est chargé de l'administration générale de l'ensemble des détachements et propose au Commissaire de la République toutes les mesures de nature à améliorer le fonctionnement de cette force de police.

ART. 4. — Les agents de police sont chargés d'assurer notamment les services suivants :

- 1° — Police administrative,
- 2° — Police sanitaire,
- 3° — Police municipale.

ART. 5. — La hiérarchie, la solde annuelle et le classement des agents de police sont établis comme suit :

GRADES ET CLASSES	SOLDE ANNUELLE	CLASSEMENT CATÉGORIE LOCALE
Brigadier-chef de 1 ^{re} classe.....	15.600	3 ^{me} catégorie
2 ^{me} classe.....	14.400	
Brigadier de 1 ^{re} classe....	13.200	
2 ^{me} classe....	12.200	4 ^{me} catégorie
3 ^{me} classe....	11.400	
Agent de 1 ^{re} classe.....	10.500	
2 ^{me} classe.....	9.600	
3 ^{me} classe.....	9.000	
4 ^{me} classe.....	8.400	4 ^{me} catégorie
5 ^{me} classe.....	7.800	
Agent de police stagiaire..	7.200	

Pour tout ce qui concerne la solde et les indemnités dans les diverses positions où elles sont attribuées, les agents de police seront soumis aux mêmes dispositions que les agents des cadres locaux indigènes.

Les agents de police pourront être logés dans un camp spécial aménagé à cet effet.

B — Recrutement

ART. 6. — Nul ne peut être admis dans le cadre des agents de police s'il ne réunit les conditions suivantes :

1° — Etre français (citoyen, sujet, ressortissant ou administré);

2° — Etre âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus. (Limite susceptible d'être portée jusqu'à 35 ans en tenant compte des services auxiliaires validables ou des services militaires);

3° — En ce qui concerne les citoyens ou sujets français, avoir satisfait suivant le lieu de naissance, aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée;

4° — N'être pas ancien agent de l'Administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf si le licenciement a été prononcé pour nécessité budgétaire ou raison de santé;

5° — Savoir lire et écrire, et avoir subi avec succès les épreuves d'un examen dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté du Commissaire de la République;

6° — Avoir 1m.70 au minimum de stature; Tout candidats doit produire à l'appui de sa demande un dossier comprenant :